

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/380
27 octobre 1999

(99-4665)

Conseil général

Original: espagnol

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique

Paragraphe 9 d) de la Déclaration ministérielle de Genève

Communication de Cuba

La Mission permanente de Cuba a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 octobre 1999.

Introduction

1. Le commerce électronique accroît les possibilités de participation des entreprises des pays en développement au commerce international. Ses principaux avantages pour l'essor économique de ces pays devraient découler d'un accroissement de l'efficacité de l'économie interne passant par le commerce entre entreprises et de l'augmentation de leurs recettes en devises résultant de l'exportation de marchandises, mais surtout de services.
2. En dépit des avantages que nous venons de mentionner, le développement et l'expansion accélérés du commerce électronique dans les pays en développement se heurtent à d'importantes limitations. La principale difficulté réside dans un accès insuffisant à Internet, ainsi qu'à l'infrastructure nécessaire en matière de télécommunications et d'informatique.
3. Les pays en développement doivent aussi affronter le défi que représente la mise en place du cadre juridique voulu pour promouvoir le développement du commerce électronique. Le support législatif nécessaire aux transactions électroniques doit prendre en compte les prescriptions concernant les documents écrits, les originaux, les signatures, les contrats d'achat-vente et autres documents tels que titres et effets négociables. Les modifications qu'il faut apporter aux législations nationales pour tenir compte de ces éléments supposent un minimum d'informations techniques et des délais de mise en œuvre.
4. Les difficultés rencontrées pour accéder aux technologies modernes de règlement électronique, la protection des données, l'authenticité des documents, les télécommunications, freinent l'intégration des pays en développement.
5. Les pays en développement subissent les conséquences de leur arrivée tardive dans le domaine du commerce électronique face à la concurrence inégale qu'exercent les pays développés forts de plusieurs années d'expérience et qui disposent en outre des ressources humaines, technologiques et financières nécessaires. C'est ainsi que les entreprises de ces pays n'ont qu'un accès limité à des technologies, à des idées ou à des solutions qui sont du domaine public et qui ont été brevetées sur la base de critères très généraux. La prolifération de ce type de brevets entrave

l'expansion du commerce électronique et bloque l'utilisation de technologies qui sont appliquées par un nombre important d'opérateurs.

6. Les pays en développement doivent intégrer les normes techniques qui sont nécessaires pour garantir les échanges internationaux et résoudre des problèmes tels que l'incompatibilité des systèmes de traitement des données, les différences des procédés utilisés pour décrypter les données et authentifier les documents au moyen de signatures numérisées, etc. Pour intégrer ces normes et introduire des éléments nationaux dans leur application, il faut absolument trouver des solutions efficaces pour faciliter l'accès aux nouvelles technologies liées à cette problématique.

7. Les propositions ci-après découlent de la nécessité de prendre en compte ces facteurs limitatifs lorsque seront prises les décisions concernant le programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique.

Propositions

8. Les Ministres, dans le cadre des recommandations relatives au programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique, conviennent que:

- a) Le Conseil général devra reprendre l'examen des différentes questions liées au commerce électronique selon un nouveau programme de travail dans le cadre duquel les organes compétents de l'OMC poursuivront (ou entreprendront) l'examen des questions figurant dans le programme actuel (ou de questions nouvelles) qui demandent des études supplémentaires, ainsi que la prise en compte des travaux qui sont actuellement réalisés dans d'autres instances internationales, comme l'OMPI, la CNUCED, la CNUDCI, l'OCDE et l'UIT.
- b) Le Comité des obstacles techniques au commerce devra s'associer à ce programme de travail, afin d'examiner les questions liées à l'élaboration des normes techniques nécessaires aux échanges internationaux relevant du commerce électronique, de manière que celles-ci ne constituent pas des entraves au commerce des pays en développement et que soit garanti l'accès aux technologies nécessaires à l'application desdites normes.
- c) Le Groupe de travail qu'il est proposé d'établir pour s'occuper du transfert de technologies, tenant compte de l'emploi croissant des nouvelles technologies dans le commerce électronique et des difficultés qu'éprouvent les pays en développement à bénéficier du transfert de ces technologies, devra examiner ces questions dans son étude sur les incidences des Accords de l'OMC du point de vue du transfert de technologies, en particulier pour les pays en développement.
- d) Dans le programme de travail sur le commerce électronique, il faudra tenir compte du fait que la libéralisation continue du commerce, qui est l'un des objectifs de l'OMC, et en particulier du commerce électronique, ne peut se faire dans la justice et l'équité si ne sont pas appliquées ou envisagées des dispositions propres à garantir un traitement spécial et différencié aux pays en développement, compte tenu des difficultés qu'ils éprouvent à accéder à Internet et à l'infrastructure nécessaire (télécopie, téléphone, logiciels, ordinateurs, etc.), de la capacité de leurs télécommunications, de la concentration des ressources technologiques entre un petit nombre de sociétés internationales, du monopole des systèmes de règlement, des problèmes de formation des ressources humaines, du prix élevé des technologies qu'impliquent les règlements électroniques et la livraison des produits, entre autres.